

6.2

Réglementation et instructions générales

6.2 RÉGLEMENTATION ET INSTRUCTIONS GÉNÉRALES

6.2.1 Consultation

Projet de règlement

Loi sur les valeurs mobilières
(chapitre V-1.1, a. 331.1, par. 1°, 8°, 11° et 34° et a. 331.2)

Règlement modifiant le Règlement 45-106 sur les dispenses de prospectus – Déclarations de placement avec dispense

Avis est donné par l'Autorité des marchés financiers (l'« Autorité »), que, conformément à l'article 331.2 de la *Loi sur les valeurs mobilières*, chapitre V-1.1, le règlement suivant dont le texte est publié ci-dessous, pourra être pris par l'Autorité et ensuite soumis au ministre des Finances pour approbation, avec ou sans modification, à l'expiration d'un délai de 90 jours à compter de sa publication au Bulletin de l'Autorité :

- *Règlement modifiant le Règlement 45-106 sur les dispenses de prospectus.*

Consultation

Toute personne intéressée ayant des commentaires à formuler à ce sujet est priée de les faire parvenir par écrit au plus tard le **6 septembre 2017**, en s'adressant à :

M^e Anne-Marie Beaudoin
Secrétaire générale
Autorité des marchés financiers
800, square Victoria, 22^e étage
C.P. 246, tour de la Bourse
Montréal (Québec) H4Z 1G3
Télécopieur : (514) 864-6381
Courrier électronique : consultation-en-cours@lautorite.qc.ca

Renseignements additionnels

Des renseignements additionnels peuvent être obtenus en s'adressant à :

Valérie Dufour
Analyste experte, Financement des sociétés
Autorité des marchés financiers
514 395-0337, poste 4389
Numéro sans frais : 1 877 525-0337
valerie.dufour@lautorite.qc.ca

Le 8 juin 2017

Canadian Securities
AdministratorsAutorités canadiennes
en valeurs mobilières

Avis de consultation multilatéral des ACVM

Projet de Règlement modifiant le Règlement 45-106 sur les dispenses de prospectus relatif aux déclarations de placement avec dispense

Le 8 juin 2017

Introduction

Les Autorités canadiennes en valeurs mobilières (les **ACVM** ou **nous**) publient pour une période de consultation de 90 jours des projets de modifications (les **projets de modifications**) du *Règlement 45-106 sur les dispenses de prospectus* (le **Règlement 45-106**) qui modifieraient la déclaration de placement avec dispense prévue à l'Annexe 45-106A1, *Déclaration de placement avec dispense* (la **déclaration**). La British Columbia Securities Commission n'a pas publié le projet de règlement pour consultation, mais le personnel prévoit le faire prochainement, une fois obtenues les approbations requises.

Les projets de modifications sont publiés avec le présent avis. Certains autres renseignements pertinents sont fournis à l'Annexe A. On peut aussi consulter le présent avis sur les sites Web suivants des membres des ACVM :

www.albertasecurities.com

www.fcaa.gov.sk.ca

www.msc.gov.mb.ca

www.osc.gov.on.ca

www.lautorite.qc.ca

www.fcnb.ca

nssc.novascotia.ca

Objet

Les émetteurs et les preneurs fermes qui se prévalent de certaines dispenses de prospectus pour placer des titres sont tenus de déposer la déclaration dans les délais prescrits.

Les projets de modifications :

- apportent des éclaircissements au sujet de l'obligation d'attestation de la déclaration tout en l'assouplissant et en garantissant la réalisation de l'objectif réglementaire de dépôt de déclarations véridiques et complètes;
- simplifient certaines obligations d'information pour aider les déposants à remplir la déclaration tout en nous fournissant les renseignements nécessaires à la surveillance et à l'élaboration de la réglementation.

Les projets de modifications visent principalement à répondre aux préoccupations exprimées par certains courtiers étrangers qui effectuent des placements au Canada et certains investisseurs

institutionnels canadiens au sujet des conséquences inattendues, sur ces placements, de l'obligation d'attestation et d'autres obligations d'information prévues par la déclaration. Nous estimons cependant qu'ils seront avantageux pour l'ensemble des déposants.

Les projets de modifications apportent également des modifications mineures en réponse aux commentaires reçus par le personnel des ACVM à la suite de la mise en œuvre de la déclaration.

Contexte

En avril 2016, nous avons publié la déclaration, qui est entrée en vigueur dans tous les territoires représentés au sein des ACVM le 30 juin de la même année¹. La déclaration a remplacé la version antérieure de l'Annexe 45-106A1, *Déclaration de placement avec dispense* et de l'Annexe 45-106A6, *Déclaration de placement avec dispense en Colombie-Britannique*. Elle avait les objectifs suivants :

- 1) réduire le fardeau de conformité des émetteurs et des preneurs fermes en instaurant une déclaration de placement avec dispense harmonisée;
- 2) fournir aux autorités en valeurs mobilières l'information nécessaire pour faciliter une surveillance réglementaire plus efficace du marché dispensé et améliorer l'analyse aux fins de l'élaboration de la réglementation.

Au printemps et à l'été 2016, le personnel des ACVM a eu connaissance de préoccupations exprimées par certains courtiers étrangers qui effectuent des placements au Canada et par des investisseurs institutionnels canadiens en ce qui concerne les obligations d'attestation et certaines obligations d'information prévues par la déclaration. Nous comprenons que, dans certains cas, les investisseurs institutionnels canadiens ont fait remarquer qu'ils avaient été exclus de placements étrangers effectués au Canada en raison notamment des préoccupations des courtiers à l'égard de l'attestation de la déclaration ainsi que de l'information plus abondante à fournir dans celle-ci.

Par conséquent, nous avons accordé une dispense de l'obligation d'indiquer si le souscripteur ou l'acquéreur est une personne inscrite ou un initié à l'égard de l'émetteur dans certaines circonstances. Cette dispense a été instaurée par toutes les autorités membres des ACVM, sauf l'Ontario, par voie de décisions générales entrées en vigueur le 30 juin 2016 (les **décisions générales**). En Ontario, elle a été instaurée au moyen d'une modification entrée en vigueur seulement dans cette province le 29 juillet 2016.

Or il semblait que l'attestation posait toujours certaines difficultés, ce qui créait des complications inattendues pour les investisseurs institutionnels canadiens qui souhaitaient avoir accès aux occasions de placements étrangers. Le 29 septembre 2016, le personnel des ACVM a republié l'Avis 45-308 du personnel des ACVM (révisé), *Indications relatives à l'établissement et au dépôt d'une déclaration de placement avec dispense en vertu du Règlement 45-106 sur les*

¹ En Ontario, la déclaration a été modifiée le 29 juillet 2016, comme il est indiqué ci-après.

dispenses de prospectus afin d'atténuer certaines des préoccupations exprimées à l'égard de l'attestation et d'autres points. Les projets de modifications visent à y répondre de nouveau.

Résumé des projets de modifications

Les principaux projets de modifications sont résumés ci-après et accompagnés d'explications sur les raisons qui les motivent.

Attestation

En vertu de la rubrique 10 de la déclaration, un administrateur ou un dirigeant de l'émetteur ou du preneur ferme doit attester qu'il a lu la déclaration, qu'il la comprend et que tous les renseignements fournis sont véridiques.

Nous proposons de modifier l'attestation pour :

- préciser que la personne physique qui atteste la déclaration le fait au nom de l'émetteur ou du preneur ferme;
- obliger la personne physique à attester que les renseignements fournis dans la déclaration sont « véridiques et, dans la mesure où cela est exigé, complets »;
- préciser que l'attestation est tributaire de ce dont la personne physique qui la fournit a connaissance;
- permettre aux mandataires autorisés de signer l'attestation;
- remplacer la mention en majuscules et en caractères gras selon laquelle quiconque fournit de l'information fausse ou trompeuse commet une infraction par un rappel de l'obligation de déposer la déclaration.

L'Annexe A du présent avis indique les projets de modifications de la rubrique 10 et explique les raisons qui motivent chacun d'entre eux.

Obligations d'information

Le tableau ci-dessous décrit les projets de modifications relatifs à certaines obligations d'information prévues par la déclaration.

Obligation d'information	Projets de modifications
Rubrique 5 – Renseignements sur l'émetteur et rubrique 6 – Renseignements sur l'émetteur qui est un fonds d'investissement	
<p>Paragraphe g de la rubrique 5 Inscription à la cote</p> <p>et</p> <p>Paragraphe e de la rubrique 6 Inscription à la cote du fonds d'investissement</p>	<p>La déclaration oblige le déposant à indiquer le nom de toutes les bourses à la cote desquelles les titres de l'émetteur sont inscrits.</p> <p>Nous proposons de modifier ces rubriques pour que le déposant ne soit tenu d'indiquer que le nom de la bourse sur laquelle les titres de l'émetteur sont principalement négociés. Comme auparavant, le déposant n'aura qu'à indiquer le nom d'une bourse qui a approuvé sa demande d'inscription.</p> <p>Nous estimons que cette modification réduira le fardeau des déposants qui établissent la déclaration pour les émetteurs dont les titres sont inscrits à la cote de plusieurs bourses dans le monde, tout en fournissant de l'information pertinente pour notre analyse de l'activité sur le marché dispensé.</p>
Rubrique 9 – Administrateurs, membres de la haute direction et promoteurs de l'émetteur	
Catégorie de dispense de l'émetteur	<p>La déclaration prévoit une dispense des obligations d'information de cette rubrique pour cinq catégories d'émetteurs et demande au déposant d'indiquer les catégories de dispense applicables.</p> <p>Nous proposons de modifier cette rubrique pour que le déposant ne soit tenu d'indiquer qu'une des catégories de dispense applicables.</p> <p>Nous estimons que cette modification réduira le fardeau des déposants en limitant le délai et l'analyse nécessaires pour déterminer si une dispense de l'obligation de fournir l'information prévue par cette rubrique est ouverte.</p>
Appendice 1 – Renseignements sur le souscripteur ou l'acquéreur	
Modalités de la dispense invoquée en vertu de l'article 2.3 [Investisseur qualifié] du Règlement 45-106²	En vertu de l'Appendice 1 de la déclaration, le déposant doit indiquer le numéro du paragraphe de la définition de l'expression « investisseur qualifié » à l'article 1.1 du Règlement 45-106 qui s'applique au souscripteur ou à

² En Ontario, cette dispense est prévue au paragraphe 2 de l'article 73.3 de la *Loi sur les valeurs mobilières*.

Obligation d'information	Projets de modifications
	<p>l'acquéreur.</p> <p>Nous proposons de modifier l'Appendice 1 pour permettre aux émetteurs qui placent des titres auprès de clients autorisés qui ne sont pas des personnes physiques de l'indiquer sans avoir à préciser le numéro du paragraphe applicable de la définition de l'expression « investisseur qualifié » à l'article 1.1 du Règlement 45-106.</p> <p>Nous estimons que cette modification réduira le fardeau des déposants qui remplissent l'Appendice 1, notamment lorsque l'émetteur ne place de titres étrangers admissibles qu'auprès de clients autorisés, tout en nous fournissant des renseignements sur les souscripteurs ou les acquéreurs qui nous aideront à exécuter nos programmes de conformité et à élaborer la réglementation.</p>

Autres modifications

Les projets de modifications comportent aussi d'autres modifications mineures qui :

- tiennent compte des modifications apportées par la Banque du Canada à la publication des données sur les taux de change;
- tiennent compte des décisions générales, sauf en Ontario, où la dispense a déjà été adoptée;
- clarifient certaines instructions;
- mettent à jour les coordonnées de l'autorité en valeurs mobilières ou de l'agent responsable de chaque territoire intéressé.

Nous avons aussi prévu une modification à l'article de dispense du Règlement 45-106 qui précise le pouvoir d'accorder une dispense en Alberta.

Points d'intérêt local

Une annexe contient de l'information supplémentaire qui se rapporte au territoire intéressé.

Consultation

Les personnes intéressées sont invitées à nous faire part de leurs commentaires sur les projets de modifications.

Veillez présenter vos commentaires par écrit au plus tard le 6 septembre 2017. Si vous ne les

envoyez pas par courrier électronique, veuillez les présenter sur CD (format Microsoft Word).

Veuillez adresser vos commentaires aux membres des ACVM, comme suit :

Alberta Securities Commission
Financial and Consumer Affairs Authority of Saskatchewan
Commission des valeurs mobilières du Manitoba
Commission des valeurs mobilières de l'Ontario
Autorité des marchés financiers
Commission des services financiers et des services aux consommateurs (Nouveau-Brunswick)
Nova Scotia Securities Commission
Superintendent of Securities, Department of Justice and Public Safety, Île-du-Prince-Édouard
Securities Commission of Newfoundland and Labrador
Surintendant des valeurs mobilières, Yukon
Surintendant des valeurs mobilières, Territoires du Nord-Ouest
Surintendant des valeurs mobilières, Nunavut

Veuillez envoyer vos commentaires aux adresses suivantes, et ils seront acheminés aux autres membres des ACVM.

M^e Anne-Marie Beaudoin
Secrétaire de l'Autorité
Autorité des marchés financiers
800, rue du Square-Victoria, 22^e étage
C.P. 246, tour de la Bourse
Montréal (Québec) H4Z 1G3
Télécopieur : 514 864-6381
consultation-en-cours@lautorite.qc.ca

The Secretary
Commission des valeurs mobilières de l'Ontario
20 Queen Street West
22nd Floor
Toronto (Ontario) M5H 3S8
Télécopieur : 416 593-2318
comments@osc.gov.on.ca

Nous ne pouvons préserver la confidentialité des commentaires parce que la législation en valeurs mobilières de certaines provinces exige la publication d'un résumé des commentaires écrits reçus pendant la période de consultation. Veuillez noter que les commentaires seront mis à la disposition du public sur le site Web de l'Alberta Securities Commission (www.albertasecurities.com), celui de la Commission des valeurs mobilières de l'Ontario (www.osc.gov.on.ca) et celui de l'Autorité des marchés financiers (www.lautorite.qc.ca), et qu'ils pourraient l'être sur les sites Web de certaines autres autorités en valeurs mobilières. Il est recommandé de ne pas inclure de renseignements de nature personnelle directement dans les commentaires. Il importe de préciser en quel nom le mémoire est présenté.

Contenu de l'annexe

Le présent avis contient l'annexe suivante :

Annexe A – Projets de modifications de la rubrique 10 – Attestation de l'Annexe 45-106A1, *Déclaration de placement avec dispense*

Questions

Pour toute question, veuillez vous adresser à l'une des personnes suivantes :

Valérie Dufour

Analyste experte, Financement des sociétés
Autorité des marchés financiers
514 395-0337, poste 4389
valerie.dufour@lautorite.qc.ca

Jo-Anne Matear

Manager, Corporate Finance Branch
Commission des valeurs mobilières de
l'Ontario
416 593-2323
jmatear@osc.gov.on.ca

David Mendicino

Senior Legal Counsel, Corporate Finance
Branch
Commission des valeurs mobilières de
l'Ontario
416 263-3795
dmendicino@osc.gov.on.ca

Yan Kiu Chan

Legal Counsel, Corporate Finance Branch
Commission des valeurs mobilières de
l'Ontario
416 204-8971
ychan@osc.gov.on.ca

Kevin Yang

Senior Research Analyst, Strategy and
Operations
Commission des valeurs mobilières de
l'Ontario
416 204-8983
kyang@osc.gov.on.ca

Frederick Gerra

Legal Counsel, Investment Funds and
Structured Products
Commission des valeurs mobilières de
l'Ontario
416 204-4956
fgerra@osc.gov.on.ca

Gloria Tsang

Legal Counsel, Compliance and Registrant
Regulation Branch
Commission des valeurs mobilières de
l'Ontario
416 593-8263
gtsang@osc.gov.on.ca

Jessie Gill

Legal Counsel, Corporate Finance
Alberta Securities Commission
403 355-6294
jessie.gill@asc.ca

Steven Weimer

Team Lead, Compliance, Data & Risk
Alberta Securities Commission
403 355-9035
steven.weimer@asc.ca

Tony Herdzyk

Deputy Director, Corporate Finance
Financial and Consumer Affairs Authority of
Saskatchewan
306 787-5849

tony.herdzik@gov.sk.ca

Wayne Bridgeman

Deputy Director, Corporate Finance
Commission des valeurs mobilières du
Manitoba
204 945-4905
wayne.bridgeman@gov.mb.ca

Ella-Jane Loomis

Conseillère juridique principale, Valeurs
mobilières
Commission des services financiers et des
services aux consommateurs (Nouveau-
Brunswick)
506 658-2602
ella-jane.loomis@fcnb.ca

Jack Jiang

Securities Analyst, Corporate Finance
Nova Scotia Securities Commission
902 424-7059
jack.jiang@novascotia.ca

John O'Brien

Superintendent of Securities
Office of the Superintendent of Securities
Gouvernement de Terre-Neuve-et-Labrador
709 729-4909
JohnOBrien@gov.nl.ca

Steven D. Dowling

Acting Director
Consumer, Labour and Financial Services
Division
Department of Justice and Public Safety
Gouvernement de l'Île-du-Prince-Édouard
902 368-4551
sddowling@gov.pe.ca

Rhonda Horte

Securities Officer
Bureau du surintendant des valeurs mobilières
du Yukon
Gouvernement du Yukon
867 667-5466
rhonda.horte@gov.yk.ca

Thomas W. Hall

Surintendant des valeurs mobilières
Ministère de la Justice
Gouvernement des Territoires du Nord-Ouest
867 767-9305
tom_hall@gov.nt.ca

Jeff Mason

Surintendant des valeurs mobilières
Ministère de la Justice
Gouvernement du Nunavut
867 975-6591
jmason@gov.nu.ca

ANNEXE A
Projets de modifications de la rubrique 10 – Attestation de l'Annexe 45-106A1, Déclaration de placement avec dispense

RUBRIQUE 10 – ATTESTATION

Donner l'attestation et les coordonnées professionnelles suivantes d'un administrateur ou, d'un dirigeant ou d'un mandataire de l'émetteur ou du preneur ferme. Si l'émetteur ou le preneur ferme n'est pas une société par actions, une personne physique qui exerce des fonctions analogues à celles d'un administrateur ou d'un dirigeant peut attester la déclaration. Par exemple, si l'émetteur est une fiducie, la déclaration peut être attestée par ses fiduciaires. S'il est un fonds d'investissement, un administrateur ou un dirigeant du gestionnaire de fonds d'investissement (ou une personne physique qui exerce des fonctions analogues lorsque le gestionnaire de fonds d'investissement n'est pas une société par actions) peut attester la déclaration si le fonds d'investissement l'y a autorisé.

L'attestation ne peut être déléguée qu'à un mandataire ou à une autre personne établie et autorisée par un dirigeant ou un administrateur de l'émetteur ou du preneur ferme à établir et à attester la déclaration pour le compte du nom de l'émetteur ou du preneur ferme.

Si la personne physique qui remplit et dépose la déclaration diffère de celle qui l'atteste, fournir leurs noms et ses coordonnées à la rubrique 11.

La signature figurant dans la déclaration doit être dactylographiée plutôt que manuscrite. La déclaration peut comprendre une signature électronique pourvu que le nom du signataire soit également dactylographié.

QUICONQUE FOURNIT DE L'INFORMATION FAUSSE OU TROMPEUSE DANS LA PRÉSENTE DÉCLARATION COMMET UNE INFRACTION

En vertu de la législation en valeurs mobilières, l'émetteur ou le preneur ferme qui place des titres sous le régime de certaines dispenses de prospectus doit déposer une déclaration de placement avec dispense remplie.

En signant ci-dessous, j'atteste **ce qui suit** à l'autorité en valeurs mobilières ou à l'agent responsable:

- **j'ai lu et je comprends, au nom de l'émetteur, du preneur ferme ou du gestionnaire de fonds d'investissement selon le cas, que j'ai examiné** la présente déclaration;
- **tous et qu'à ma connaissance, avec la diligence raisonnable dont j'ai fait preuve, les renseignements fournis dans la présente déclaration qu'elle contient** sont véridiques **et, dans la mesure où cela est exigé, complets.**

Nom de l'émetteur, du preneur ferme, du gestionnaire de fonds d'investissement ou du mandataire

Nom complet (Raison(s))

Nom de famille Prénom(s) Prénom(s)

Titre

Nom de l'émetteur/preneur ferme/gestionnaire de fonds d'investissement

N° de téléphone Adresse électronique

Signature Date

AAAA MM JJ

Le bloc de signature de « style entreprise » indique d'abord le nom de l'émetteur, du preneur ferme, du gestionnaire de fonds d'investissement ou du mandataire, puis celui du ou de la signataire

- On précise ainsi qu'en signant, la personne qui atteste la déclaration le fait au nom de l'émetteur, du preneur ferme, du gestionnaire de fonds d'investissement ou du mandataire.

Il est permis aux mandataires autorisés de signer

- Cette modification tient compte d'une réalité pratique : ce sont souvent des cabinets d'avocats et d'autres agents de dépôt qui établissent et déposent la déclaration.

La mention « QUICONQUE FOURNIT DE L'INFORMATION FAUSSE OU TROMPEUSE DANS LA PRÉSENTE DÉCLARATION COMMET UNE INFRACTION » est remplacée par un rappel de l'obligation de déposer la déclaration

- La nouvelle mention est conçue pour rappeler à la personne qui atteste la déclaration l'obligation de déposer une déclaration remplie, ce qui la dissuade de faire des déclarations fausses ou trompeuses et renforce l'intégrité des données recueillies au moyen de la déclaration.

L'attestation est tributaire de ce dont la personne qui la fournit a connaissance

- Cette précision tient compte des préoccupations selon lesquelles l'attestation n'était pas fonction de ce dont la personne qui la fournit avait connaissance, comme c'est le cas dans de nombreuses autres annexes des ACVM, et mentionne le moyen de défense fondé sur la diligence raisonnable qui est prévu par la législation en valeurs mobilières.

Les renseignements attestés doivent être « véridiques et, dans la mesure où cela est exigé, complets »

- La norme d'attestation est ainsi plus élevée tout en répondant aux préoccupations relatives à l'exhaustivité des renseignements lorsque 1) certaines parties de la déclaration ne sont pas applicables et 2) dans certains cas, les déposants ne peuvent sélectionner qu'une seule option alors que plusieurs sont peut-être pertinentes et qu'il n'est pas vraiment possible d'inclure davantage de notes dans la déclaration.

RÈGLEMENT MODIFIANT LE RÈGLEMENT 45-106 SUR LES DISPENSES DE PROSPECTUS

Loi sur les valeurs mobilières
(chapitre V-1.1, a. 331.1, par. 1°, 8°, 11° et 34°)

1. Le paragraphe 3 de l'article 7.1 du Règlement 45-106 sur les dispenses de prospectus (chapitre V-1.1, r. 21) est modifié par l'ajout, après le mot « Sauf », des mots « en Alberta et ».

2. L'Annexe 45-106A1 de ce règlement est modifiée :

1° dans la rubrique 9 de la rubrique « **A. Instructions générales** » :

- a) par la suppression des mots « à midi » partout où ils se trouvent;
- b) par le remplacement des mots « de clôture » par le mot « quotidien »;
- c) par la suppression du deuxième paragraphe;

2° par l'insertion, dans la rubrique « **B. Expressions utilisées dans l'annexe** » et avant la définition de l'expression « **client autorisé** », de la suivante :

« **BDNI** » : la Base de données nationale d'inscription; »;

3° par le remplacement de la partie commençant après le paragraphe 2 de la rubrique « **B. Expressions utilisées dans l'annexe** » et allant jusqu'à la fin de la « **RUBRIQUE 4 – RENSEIGNEMENTS SUR LE PRENEUR FERME** » par ce qui suit :

« Annexe 45-106A1 Déclaration de placement avec dispense

RUBRIQUE 1 – TYPE DE DÉCLARATION

- Nouvelle déclaration
- Déclaration modifiée Le cas échéant, indiquer la date de dépôt de la déclaration modifiée (AAAA-MM-JJ)

RUBRIQUE 2 – PARTIE ATTESTANT LA DÉCLARATION

Indiquer la partie qui atteste la déclaration (choisir une seule option). Pour déterminer si un émetteur est un fonds d'investissement, se reporter à l'article 1.1 du Règlement 81-106 sur l'information continue des fonds d'investissement et à l'Instruction générale relative au Règlement 81-106 sur l'information continue des fonds d'investissement.

- Émetteur qui est un fonds d'investissement
- Émetteur (autre qu'un fonds d'investissement)
- Preneur ferme

RUBRIQUE 3 – NOM DE L'ÉMETTEUR ET AUTRES IDENTIFIANTS

Donner l'information suivante sur l'émetteur ou si celui-ci est un fonds d'investissement, sur le fonds.

Nom complet

Nom complet précédent

S'il a changé au cours des 12 derniers mois, donner le plus récent.

Site Web (le cas échéant)

Indiquer ci-dessous l'identifiant pour les entités juridiques de l'émetteur, le cas échéant. Pour la définition de cette expression, se reporter à la partie B des instructions.

Identifiant pour les entités juridiques

RUBRIQUE 4 – RENSEIGNEMENTS SUR LE PRENEUR FERME

Si un preneur ferme remplit la déclaration, indiquer son nom complet et son numéro dans la BDNI.

Nom complet

N° BDNI de la société (le cas échéant)

Si le preneur ferme n'a pas de numéro BDNI, indiquer les coordonnées de son siège.

N° et rue

Ville

Province/État

Pays

Code postal

N° de téléphone

Site Web (le cas échéant)

»;

4° dans la rubrique 5 :

a) par la suppression, dans le paragraphe a, des mots « *Pour savoir comment le trouver, utiliser l'outil de recherche de Statistique Canada.* »;

b) par le remplacement, dans le paragraphe g, des mots « *Inscrire le nom de toutes les bourses à la cote desquelles les titres de l'émetteur sont inscrits, le cas échéant. N'inscrire que celles ayant approuvé sa demande d'inscription, ce qui exclut, par exemple, les systèmes de négociation automatisés.* » par les mots « *Inscrire le nom de la bourse sur laquelle les titres de l'émetteur sont principalement négociés, le cas échéant. N'indiquer que le nom d'une bourse et non celui d'un mécanisme de négociation, comme un système de négociation automatisé.* » et des mots « *Nom des bourses* » par les mots « *Nom de la bourse* »;

5° par le remplacement, dans le paragraphe e de la rubrique 6, des mots « *Inscrire le nom de toutes les bourses à la cote desquelles les titres du fonds d'investissement sont inscrits, le cas échéant. N'inscrire que celles ayant approuvé sa demande d'inscription, ce qui exclut, par exemple, les systèmes de négociation automatisés.* » par les mots « *Inscrire le nom de la bourse sur laquelle les titres du fonds d'investissement sont principalement négociés, le cas échéant. N'indiquer que le nom d'une bourse et non celui d'un mécanisme de négociation, comme un système de négociation automatisé.* » et des mots « *Nom des bourses* » par les mots « *Nom de la bourse* »;

6° dans la rubrique 7 :

a) par le remplacement, dans le paragraphe précédent le paragraphe a, des mots « *commissions d'intermédiaires, visés* » par les mots « *commissions d'intermédiaires relatives au placement, qui sont visés* » et, dans le texte anglais, du mot « *should* » par le mot « *must* »;

b) par le remplacement, dans le paragraphe e, des mots « *Code du titre* » par les mots « *Code du titre convertible ou échangeable* »;

7° par le remplacement, dans la rubrique 9, des mots « *(cocher tout ce qui s'applique)* » par les mots « *(cocher le type pertinent – si plusieurs sont pertinents, n'en*

2

cocher qu'un.) » et l'insertion, après les mots « Émetteur qui place », du mot « uniquement »;

8° par le remplacement de la rubrique 10 par la suivante :

«

RUBRIQUE 10 – ATTESTATION								
Donner l'attestation et les coordonnées professionnelles suivantes d'un administrateur, d'un dirigeant ou d'un mandataire de l'émetteur ou du preneur ferme. Si l'émetteur ou le preneur ferme n'est pas une société par actions, une personne physique qui exerce des fonctions analogues à celles d'un administrateur ou d'un dirigeant peut attester la déclaration. Par exemple, si l'émetteur est une fiducie, la déclaration peut être attestée par ses fiduciaires. S'il est un fonds d'investissement, un administrateur ou un dirigeant du gestionnaire de fonds d'investissement (ou une personne physique qui exerce des fonctions analogues lorsque le gestionnaire de fonds d'investissement n'est pas une société par actions) peut attester la déclaration si le fonds d'investissement l'y a autorisé.								
L'attestation ne peut être déléguée qu'à un mandataire autorisé par un dirigeant ou un administrateur de l'émetteur ou du preneur ferme à établir et à attester la déclaration au nom de l'émetteur ou du preneur ferme.								
Si la personne physique qui remplit et dépose la déclaration diffère de celle qui l'atteste, fournir son nom et ses coordonnées à la rubrique 11. La signature figurant dans la déclaration doit être dactylographiée plutôt que manuscrite. La déclaration peut comprendre une signature électronique pourvu que le nom du signataire soit également dactylographié.								
En vertu de la législation en valeurs mobilières, l'émetteur ou le preneur ferme qui place des titres sous le régime de certaines dispenses de prospectus doit déposer une déclaration de placement avec dispense remplie.								
En signant ci-dessous, j'atteste à l'autorité en valeurs mobilières ou à l'agent responsable, au nom de l'émetteur, du preneur ferme ou du gestionnaire de fonds d'investissement, selon le cas, que j'ai examiné la présente déclaration et qu'à ma connaissance, avec la diligence raisonnable dont j'ai fait preuve, les renseignements qu'elle contient sont véridiques et, dans la mesure où cela est exigé, complets.								
Nom de l'émetteur, du preneur ferme, du gestionnaire de fonds d'investissement ou du mandataire								
Nom complet	<table style="width: 100%; border-collapse: collapse;"> <tr> <td style="width: 33%; border: 1px solid black; height: 15px;"></td> <td style="width: 33%; border: 1px solid black; height: 15px;"></td> <td style="width: 33%; border: 1px solid black; height: 15px;"></td> </tr> <tr> <td style="font-size: x-small; text-align: center;">Nom de famille</td> <td style="font-size: x-small; text-align: center;">Prénom(s)</td> <td style="font-size: x-small; text-align: center;">Prénom(s)</td> </tr> </table>					Nom de famille	Prénom(s)	Prénom(s)
Nom de famille	Prénom(s)	Prénom(s)						
Titre								
N° de téléphone		Adresse électronique						
Signature		Date						
	AAAA	MM JJ						

»;

9° dans l'Appendice 1 :

a) par le remplacement, dans le sous-paragraphe du 2 du paragraphe e, des mots « (n'en indiquer qu'un seul) » par les mots « (n'en indiquer qu'un seul – si le souscripteur ou l'acquéreur est un client autorisé qui n'est pas une personne physique, on peut sélectionner « CANP » au lieu d'indiquer le numéro du paragraphe) »;

b) dans le paragraphe f :

i) par le remplacement du paragraphe suivant l'intitulé par ce qui suit :

« Les sous-paragraphe 1 et 2 ne s'appliquent pas dans les cas suivants :

- a) l'émetteur est un émetteur à capital ouvert étranger;
- b) l'émetteur est une filiale en propriété exclusive d'un émetteur à capital ouvert;
- c) l'émetteur place uniquement des titres étrangers admissibles uniquement auprès de clients autorisés. »;

ii) par le remplacement du sous-paragraphe 3 par ce qui suit :

« 3. Nom complet de la ou des personnes rémunérées pour placer les titres auprès du souscripteur ou de l'acquéreur. *S'il s'agit de sociétés inscrites, indiquer seulement leur numéro BDNI. (Le nom doit correspondre à celui fourni à la rubrique 8.)* »;

10° par le remplacement de la partie intitulée « Questions » par ce qui suit :

« **Questions**

Pour toute question, prière de s'adresser à l'une des autorités suivantes :

Alberta Securities Commission

Suite 600, 250 – 5th Street SW
 Calgary (Alberta) T2P 0R4
 Téléphone : 403 297-6454
 Sans frais au Canada : 1 877 355-0585
 Télécopieur : 403 297-2082
 Agent public à joindre pour toute question relative à la collecte indirecte de renseignements : FOIP Coordinator

British Columbia Securities Commission

P.O. Box 10142, Pacific Centre
 701 West Georgia Street
 Vancouver (Colombie-Britannique) V7Y 1L2
 Demandes de renseignements : 604 899-6854
 Sans frais au Canada : 1 800 373-6393
 Télécopieur : 604 899-6581
 Courriel : FOI-privacy@bcsc.bc.ca
 Agent public à joindre pour toute question relative à la collecte indirecte de renseignements : FOI Inquiries

Commission des valeurs mobilières du Manitoba

500 – 400 St. Mary Avenue
 Winnipeg (Manitoba) R3C 4K5
 Téléphone : 204 945-2561
 Sans frais au Manitoba : 1 800 655-5244
 Télécopieur : 204 945-0330
 Agent public à joindre pour toute question relative à la collecte indirecte de renseignements : Directeur

Commission des services financiers et des services aux consommateurs (Nouveau-Brunswick)

85, rue Charlotte, bureau 300
 Saint John (Nouveau-Brunswick) E2L 2J2
 Téléphone : 506 658-3060
 Sans frais au Canada : 1 866 933-2222
 Télécopieur : 506 658-3059
 Courriel : info@fcnbc.ca
 Agent public à joindre pour toute question relative à la collecte indirecte de renseignements : chef de la direction et responsable de la protection de la vie privée

**Gouvernement de Terre-Neuve-et-Labrador
Financial Services Regulation Division**

P.O. Box 8700
Confederation Building
2nd Floor, West Block
Prince Philip Drive
St. John's (Terre-Neuve-et-Labrador) A1B 4J6
À l'attention du Director of Securities
Téléphone : 709 729-4189
Télécopieur : 709 729-6187
Agent public à joindre pour toute question relative à la collecte indirecte de renseignements : Superintendent of Securities

**Gouvernement des Territoires du Nord-Ouest
Bureau du surintendant des valeurs mobilières**

P.O. Box 1320
Yellowknife (Territoires du Nord-Ouest) X1A 2L9
Téléphone : 867 767-9305
Télécopieur : 867 873-0243
Agent public à joindre pour toute question relative à la collecte indirecte de renseignements : surintendant des valeurs mobilières

Nova Scotia Securities Commission

Suite 400, 5251 Duke Street
Duke Tower
P.O. Box 458
Halifax (Nouvelle-Écosse) B3J 2P8
Téléphone : 902 424-7768
Télécopieur : 902 424-4625
Agent public à joindre pour toute question relative à la collecte indirecte de renseignements : Executive Director

**Gouvernement du Nunavut
Ministère de la Justice**

Bureau d'enregistrement
P.O. Box 1000, Station 570
1st Floor, Brown Building
Iqaluit (Nunavut) X0A 0H0
Téléphone : 867 975-6590
Télécopieur : 867 975-6594
Agent public à joindre pour toute question relative à la collecte indirecte de renseignements : surintendant des valeurs mobilières

Commission des valeurs mobilières de l'Ontario

20 Queen Street West, 22nd Floor
Toronto (Ontario) M5H 3S8
Téléphone : 416 593-8314
Sans frais au Canada : 1 877 785-1555
Télécopieur : 416 593-8122
Courriel : exemptmarketfilings@osc.gov.on.ca
Agent public à joindre pour toute question relative à la collecte indirecte de renseignements : agent de renseignements

Prince Edward Island Securities Office

95 Rochford Street, 4th Floor Shaw Building

P.O. Box 2000

Charlottetown (Île-du-Prince-Édouard) C1A 7N8

Téléphone : 902 368-4569

Télécopieur : 902 368-5283

Agent public à joindre pour toute question relative à la collecte indirecte de renseignements : Superintendent of Securities

Autorité des marchés financiers800, rue du square Victoria, 22^e étage

C.P. 246, tour de la Bourse

Montréal (Québec) H4Z 1G3

Téléphone : 514 395-0337 ou 1 877 525-0337

Télécopieur : 514 873-6155 (dépôts seulement)

Télécopieur : 514 864-6381 (demandes confidentielles seulement)

Courriel : financementdessocietes@lautorite.qc.ca (pour les émetteurs qui

sont des sociétés); fonds_dinvestissement@lautorite.qc.ca (pour les

émetteurs qui sont des fonds d'investissement)

Agent public à joindre pour toute question relative à la collecte indirecte de renseignements : secrétaire générale

Financial and Consumer Affairs Authority of Saskatchewan

Suite 601 – 1919 Saskatchewan Drive

Regina (Saskatchewan) S4P 4H2

Téléphone : 306 787-5842

Télécopieur : 306 787-5899

Agent public à joindre pour toute question relative à la collecte indirecte de renseignements : Directeur

Bureau du surintendant des valeurs mobilières**Gouvernement du Yukon****Ministère des Services aux collectivités**

307 Black Street, 1st Floor

P.O. Box 2703 C-6

Whitehorse (Yukon) Y1A 2C6

Téléphone : 867 667-5466

Télécopieur : 867 393-6251

Courriel : securities@gov.yk.ca

Agent public à joindre pour toute question relative à la collecte indirecte de renseignements : surintendant des valeurs mobilières ».

3. Le présent règlement entre en vigueur le (*indiquer la date d'entrée en vigueur du présent règlement*).

Draft Regulation

Securities Act
(chapter V-1.1, s. 331.1, pars. (1), (8), (11) and (34), and s. 331.2)

Regulation to amend Regulation 45-106 respecting Prospectus Exemptions – Reports of Exempt Distribution

Notice is hereby given by the *Autorité des marchés financiers* (the "Authority") that, in accordance with section 331.2 of the *Securities Act*, chapter V-1.1, the following Regulation, the text of which is published hereunder, may be made by the Authority and subsequently submitted to the Minister of Finance for approval, with or without amendment, after 90 days have elapsed since its publication in the Bulletin of the Authority:

- *Regulation to amend Regulation 45-106 respecting Prospectus Exemptions.*

Request for comment

Comments regarding the above may be made in writing by **September 6, 2017**, to the following:

M^e Anne-Marie Beaudoin
Corporate Secretary
Autorité des marchés financiers
800, square Victoria, 22^e étage
C.P. 246, tour de la Bourse
Montréal (Québec) H4Z 1G3
Fax: (514) 864-6381
E-mail: consultation-en-cours@lautorite.qc.ca

Further information

Further information is available from:

Valérie Dufour
Senior Analyst, Corporate Finance
Autorité des marchés financiers
514 395-0337 ext: 4389
Toll-free: 1 877 525-0337
valerie.dufour@lautorite.qc.ca

June 8, 2017

CSA Multilateral Notice and Request for Comment

Draft Regulation to amend Regulation 45-106 respecting Prospectus Exemptions relating to Reports of Exempt Distribution

June 8, 2017

Introduction

The Canadian Securities Administrators (**CSA** or **we**) are publishing for a 90-day comment period proposed amendments (the **Proposed Amendments**) to *Regulation 45-106 respecting Prospectus Exemptions* (**Regulation 45-106**) that would amend the report of exempt distribution set out in Form 45-106F1 *Report of Exempt Distribution* (the **Report**). The British Columbia Securities Commission did not publish the proposed regulation for comment, although staff anticipates doing so in the near future, after obtaining necessary approval.

The Proposed Amendments are published with this notice. Certain other relevant information is set out in Annex A. This notice will also be available on the following websites of CSA jurisdictions:

www.albertasecurities.com
www.fcaa.gov.sk.ca
www.msc.gov.mb.ca
www.osc.gov.on.ca
www.lautorite.qc.ca
www.fcnb.ca
nssc.novascotia.ca

Substance and Purpose

Issuers and underwriters who rely on certain prospectus exemptions to distribute securities are required to file the Report within the prescribed timeframe.

The Proposed Amendments:

- provide greater clarity and flexibility regarding the certification requirement of the Report while still supporting the regulatory objectives of filed Reports being true and complete, and
- streamline certain information requirements to assist filers in completing the Report while still providing us with the information necessary for oversight and policy development.

The Proposed Amendments are primarily intended to address concerns expressed by foreign dealers conducting offerings into Canada, and Canadian institutional investors, about the

unintended effects of the certification requirement and other information requirements in the Report on these offerings. However, we believe the Proposed Amendments will be beneficial to all filers.

The Proposed Amendments also include minor amendments addressing feedback received by CSA staff following the implementation of the Report.

Background

In April 2016, we published the Report which came into force in all CSA jurisdictions on June 30, 2016.¹ The Report replaced both the prior version of Form 45-106F1 *Report of Exempt Distribution* and Form 45-106F6 *British Columbia Report of Exempt Distribution*. The Report was intended to:

- 1) reduce the compliance burden for issuers and underwriters by having a harmonized report of exempt distribution, and
- 2) provide securities regulators with the necessary information to facilitate more effective regulatory oversight of the exempt market and improve analysis for policy development purposes.

In spring and summer 2016, CSA staff became aware of concerns expressed by foreign dealers conducting offerings into Canada, as well as Canadian institutional investors, about the certification requirements and certain information requirements in the Report. We understand that in certain instances, Canadian institutional investors noted that they had been excluded from participating in foreign offerings into Canada in part due to dealers' concerns regarding the certification of the Report as well as the more extensive information required in the Report.

As a result of these concerns, we provided relief from the requirement to disclose whether a purchaser is a registrant or an insider of the issuer in certain circumstances. This relief was provided by all CSA members, except Ontario, by issuing blanket orders effective June 30, 2016 (the **Blanket Order Relief**). In Ontario, the relief was provided through an Ontario-only amendment that came into force on July 29, 2016.

We understood that there continued to be difficulties in respect of the certification, creating unintended complications in respect of access by Canadian institutional investors to foreign investment opportunities. On September 29, 2016, CSA staff re-issued CSA Staff Notice 45-308 (Revised) *Guidance for Preparing and Filing Reports of Exempt Distribution under Regulation 45-106 respecting Prospectus Exemptions* to alleviate certain of the concerns raised regarding certification and other matters. The Proposed Amendments are intended to further address these concerns.

¹ In Ontario, the Report was amended on July 29, 2016 as further described in this section of the notice.

Summary of the Proposed Amendments

The key Proposed Amendments together with an explanation of the rationale for each change are summarized below.

Certification

Item 10 of the Report requires that a director or officer of the issuer or underwriter certify that he or she has read and understood the Report and all of the information provided in the Report is true.

We propose to amend the certification to:

- clarify that the individual certifying the Report is doing so on behalf of the issuer or underwriter,
- require the individual to certify that the information provided in the Report is “true and, to the extent required, complete”,
- include a knowledge qualifier,
- permit authorized agents to sign the certification, and
- remove the bold all-caps statement that it is an offence to make a misrepresentation and replace it with a reminder of the obligation to file the Report.

Annex A to this notice includes a blackline of Item 10 indicating the proposed changes and the rationale for each change.

Information Requirements

The table below describes the Proposed Amendments relating to certain information requirements in the Report.

Information Requirement	Proposed Changes
Item 5 – Issuer Information & Item 6 – Investment Fund Issuer Information	
Item 5g) Public listing status and Item 6e) Public listing status of the investment fund	<p>The Report requires filers to provide the names of all exchanges on which the issuer’s securities are listed.</p> <p>We propose to amend each of these Items so that filers are only required to provide the name of the exchange on which the issuer’s securities primarily trade. Filers will still only need to include the name of an exchange for which the issuer has applied for and received a listing.</p> <p>We believe this amendment will reduce the burden on filers completing the Report for issuers with securities listed on multiple exchanges globally, while still</p>

	providing information that is relevant for our analysis of exempt market activity.
Item 9 – Directors, Executive Officers and Promoters of the Issuer	
Issuer exemption category	<p>The Report contains an exemption from the information requirement of this Item for five categories of issuers and requires filers to consider and indicate whether each of the exemption categories is applicable to the issuer.</p> <p>We propose to amend this Item so that filers are only required to indicate one of the applicable exemption categories.</p> <p>We believe this amendment will reduce the burden on filers by limiting the time and analysis necessary to determine whether an exemption from information required by the Item is available.</p>
Schedule 1 – Purchaser Information	
Details of exemption relied on if relying on section 2.3 [Accredited investor] of Regulation 45-106²	<p>Schedule 1 to the Report requires filers to provide the paragraph number in the definition of “accredited investor” in section 1.1 of Regulation 45-106 that applies to the purchaser.</p> <p>We propose to amend Schedule 1 to allow issuers distributing securities to non-individual permitted clients to indicate this without having to specify the applicable paragraph number in the definition of “accredited investor” in section 1.1 of Regulation 45-106.</p> <p>We believe this amendment will reduce the burden on filers completing Schedule 1, particularly in circumstances where an issuer is distributing eligible foreign securities only to permitted clients, while still providing information about individual purchasers that will assist in our compliance programs and future policy work.</p>

² In Ontario, the accredited investor exemption is set out under subsection 73.3(2) of the *Securities Act* (Ontario).

Other Amendments

The Proposed Amendments also include other minor amendments that:

- reflect changes to how the Bank of Canada publishes foreign exchange rate data,
- reflect the Blanket Order Relief, except in Ontario where the relief has already been adopted,
- clarify certain instructions, and
- update the contact information of the securities regulatory authority or regulator in each local jurisdiction.

We have also included an amendment to the exemption section of Regulation 45-106 which clarifies the exemption granting authority in Alberta.

Local Matters

An Annex includes, where applicable, additional information that is relevant in a local jurisdiction only.

Request for Comments

We welcome your comments on the Proposed Amendments.

Please submit your comments in writing on or before September 6, 2017. If you are not sending your comments by email, please send a CD containing the submissions (in Microsoft Word format).

Address your submission to the CSA as follows:

Alberta Securities Commission
 Financial and Consumer Affairs Authority of Saskatchewan
 Manitoba Securities Commission
 Ontario Securities Commission
 Autorité des marchés financiers
 Financial and Consumer Services Commission (New Brunswick)
 Nova Scotia Securities Commission
 Superintendent of Securities, Department of Justice and Public Safety, Prince Edward Island
 Securities Commission of Newfoundland and Labrador
 Superintendent of Securities, Yukon
 Superintendent of Securities, Northwest Territories
 Superintendent of Securities, Nunavut

Deliver your comments **only** to the addresses below. Your comments will be distributed to the other participating CSA jurisdictions.

M^e Anne-Marie Beaudoin
Corporate Secretary
Autorité des marchés financiers
800, rue du Square-Victoria, 22^e étage
C.P. 246, tour de la Bourse
Montréal, Québec H4Z 1G3
Fax: 514 864-6381
consultation-en-cours@lautorite.qc.ca

The Secretary
Ontario Securities Commission
20 Queen Street West
22nd Floor
Toronto, Ontario M5H 3S8
Fax: 416 593-2318
comments@osc.gov.on.ca

We cannot keep submissions confidential because securities legislation in certain provinces requires publication of a summary of the written comments received during the comment period. Please note that comments received will be made publicly available and posted on websites of the Alberta Securities Commission at www.albertasecurities.com, the Ontario Securities Commission at www.osc.gov.on.ca and the Autorité des marchés financiers at www.lautorite.qc.ca, and may be posted on the websites of certain other securities regulatory authorities. You should not include personal information directly in the comments to be published. It is important that you state on whose behalf you are making the submission.

Content of the Annex

This notice contains the following annex:

Annex A –Proposed amendments to Item 10 – Certification of Form 45-106F1 *Report of Exempt Distribution*

Questions

Please refer your questions to any of the following:

Valérie Dufour
Senior Analyst, Corporate Finance
Autorité des marchés financiers
514 395-0337 ext: 4389
valerie.dufour@lautorite.qc.ca

Jo-Anne Matear
Manager, Corporate Finance Branch
Ontario Securities Commission
416 593-2323
jmatear@osc.gov.on.ca

David Mendicino

Senior Legal Counsel, Corporate Finance Branch
Ontario Securities Commission
416 263-3795
dmendicino@osc.gov.on.ca

Kevin Yang

Senior Research Analyst, Strategy and Operations
Ontario Securities Commission
416 204-8983
kyang@osc.gov.on.ca

Gloria Tsang

Legal Counsel, Compliance and Registrant
Regulation Branch
Ontario Securities Commission
416 593-8263
gtsang@osc.gov.on.ca

Steven Weimer

Team Lead, Compliance, Data & Risk
Alberta Securities Commission
403 355-9035
steven.weimer@asc.ca

Wayne Bridgeman

Deputy Director, Corporate Finance
Manitoba Securities Commission
204 945-4905
wayne.bridgeman@gov.mb.ca

Jack Jiang

Securities Analyst, Corporate Finance
Nova Scotia Securities Commission
902 424-7059
jack.jiang@novascotia.ca

Steven D. Dowling

Acting Director
Consumer, Labour and Financial Services Division
Department of Justice and Public Safety
Government of Prince Edward Island
902 368-4551
sddowling@gov.pe.ca

Yan Kiu Chan

Legal Counsel, Corporate Finance Branch
Ontario Securities Commission
416 204-8971
ychan@osc.gov.on.ca

Frederick Gerra

Legal Counsel, Investment Funds and Structured
Products
Ontario Securities Commission
416 204-4956
fgerra@osc.gov.on.ca

Jessie Gill

Legal Counsel, Corporate Finance
Alberta Securities Commission
403 355-6294
jessie.gill@asc.ca

Tony Herdzyk

Deputy Director, Corporate Finance
Financial and Consumer Affairs Authority of
Saskatchewan
306 787-5849
tony.herdzyk@gov.sk.ca

Ella-Jane Loomis

Senior Legal Counsel, Securities
Financial and Consumer Services Commission
(New Brunswick)
506 658-2602
ella-jane.loomis@fcb.ca

John O'Brien

Superintendent of Securities
Office of the Superintendent of Securities
Government of Newfoundland and Labrador
709 729-4909
JohnOBrien@gov.nl.ca

Rhonda Horte

Securities Officer
Office of the Yukon Superintendent of Securities
Government of Yukon
867 667-5466
rhonda.horte@gov.yk.ca

Thomas W. Hall
Superintendent of Securities
Department of Justice
Government of the Northwest Territories
867 767-9305
tom_hall@gov.nt.ca

Jeff Mason
Superintendent of Securities
Department of Justice
Government of Nunavut
867 975-6591
jmason@gov.nu.ca

ANNEX A
Proposed amendments to Item 10 – Certification of Form 45-106F1 Report of Exempt Distribution

Permitting authorized agents to sign

- This addresses the practical reality that law firms and other filing agents often prepare and file the report.

Revising what is being certified to “true and, to the extent required, complete”

- This provides a more fulsome certification standard while addressing concerns with certifying completeness when: 1) not all parts of the report are applicable, and 2) in some cases, filers can only select one option when multiple options may apply and there is limited ability to include additional notes in the report.

ITEM 10 – CERTIFICATION

Provide the following certification and business contact information of an officer or director or agent of the issuer or underwriter. If the issuer or underwriter is not a company, an individual who performs functions similar to that of a director or officer may certify the report. For example, if the issuer is a trust, the report may be certified by the issuer's trustee. If the issuer is an investment fund, a director or officer of the investment fund manager (or, if the investment fund manager is not a company, an individual who performs similar functions) may certify the report if the director or officer has been authorized to do so by the investment fund.

The certification may not be delegated, but only to an agent or other individual preparing that has been authorized by an officer or director of the issuer or underwriter to prepare and certify the report on behalf of the issuer or underwriter.

If the individual completing and filing the report is different from the individual certifying the report, provide their his or her name and contact details in Item 11.

The signature on the report must be in typed form rather than handwritten form. The report may include an electronic signature provided the name of the signatory is also in typed form.

IT IS AN OFFENCE TO MAKE A MISREPRESENTATION IN THIS REPORT

Securities legislation requires an issuer or underwriter that makes a distribution of securities under certain prospectus exemptions to file a completed report of exempt distribution.

By completing the information below, I certify on behalf of the issuer/underwriter/investment fund manager, to the securities regulatory authority or regulator that, as applicable, that I have reviewed this report and to my knowledge, having exercised reasonable diligence, the information provided in this report is true and, to the extent required, complete.

- I have read and understand this report, and
- all of the information provided in this report is true.

Name of issuer/underwriter/investment fund manager/agent		
Full legal name		
Family name	First given name	Secondary given names
Title		
Name of issuer/underwriter/investment fund manager		
Telephone number	Email address	
Signature	Date	
	YYYY	MM DD

Replacing the statement “IT IS AN OFFENCE TO MAKE A MISREPRESENTATION IN THIS REPORT” with a new statement that provides a reminder of the obligation to file the report

- The new statement is intended to serve as a “pause and reminder” to the individual certifying the report of the obligation to file a completed report, thereby deterring misleading and untrue statements and enhancing the integrity of the data collected through the report.

Including a knowledge qualifier

- This is intended to address stakeholder concerns that the certification does not have a knowledge qualifier, as found in the certification in several other CSA forms, and to acknowledge the due diligence defence in securities legislation.

Adopting a corporate-style signature block, such that the name of the issuer/underwriter/investment fund manager/agent appears first and, below that, the name of the person signing

- This clarifies that in signing the certification, the individual certifying the report is doing so on behalf of the issuer/underwriter/investment fund manager/agent.

REGULATION TO AMEND REGULATION 45-106 RESPECTING PROSPECTUS EXEMPTIONS

Securities Act
(chapter V-1.1, s. 331.1, par. (1), (8), (11) and (34))

1. Paragraph (3) of section 7.1 of Regulation 45-106 respecting Prospectus Exemptions (chapter V-1.1, r. 21) is amended by inserting “Alberta and” before “Ontario”.

2. Form 45-106F1 of the Regulation is amended:

(1) in Item 9, under the heading “**A. General Instructions**”:

- (a) by deleting “noon” wherever it occurs;
- (b) by replacing “recent closing” with “recent daily”; and
- (c) by deleting the second paragraph;

(2) by inserting, under the heading “**B. Terms used in the form**” before the definition of “**permitted client**”, the following definition:

““**NRD**” means National Registration Database;”;

(3) by replacing the portion of the form that follows paragraph (2) under the heading “**B. Terms used in the form**” until the end of “**ITEM 4 – UNDERWRITER INFORMATION**” with the following:

“Form 45-106F1 Report of Exempt Distribution

ITEM 1 – REPORT TYPE	
<input type="checkbox"/>	New report
<input type="checkbox"/>	Amended report If amended, provide filing date of report that is being amended. <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> (YYYY-MM-DD)

ITEM 2 – PARTY CERTIFYING THE REPORT	
<i>Indicate the party certifying the report (select only one). For guidance regarding whether an issuer is an investment fund, refer to section 1.1 of Regulation 81-106 respecting Investment Fund Continuous Disclosure and Policy Statement to Regulation 81-106 respecting Investment Fund Continuous Disclosure.</i>	
<input type="checkbox"/>	Investment fund issuer
<input type="checkbox"/>	Issuer (other than an investment fund)
<input type="checkbox"/>	Underwriter

ITEM 3 – ISSUER NAME AND OTHER IDENTIFIERS	
<i>Provide the following information about the issuer, or if the issuer is an investment fund, about the fund.</i>	
Full legal name	<input type="text"/>
Previous full legal name	<input type="text"/>
<i>If the issuer's name changed in the last 12 months, provide most recent previous legal name.</i>	
Website	<input type="text"/> (if applicable)
<i>If the issuer has a legal entity identifier, provide below. Refer to Part B of the Instructions for the definition of “legal entity identifier”.</i>	
Legal entity identifier	<input type="text"/>

ITEM 4 – UNDERWRITER INFORMATION

If an underwriter is completing the report, provide the underwriter's full legal name and firm NRD number.

Full legal name

Firm NRD number (if applicable)

If the underwriter does not have a firm NRD number, provide the head office contact information of the underwriter.

Street address

Municipality Province/State

Country Postal code/Zip code

Telephone number Website (if applicable)

”;

(4) in Item 5:

(a) by deleting, in paragraph (a), “For more information on finding NAICS industry code go to Statistics Canada’s NAICS industry search tool.”;

(b) by replacing, in paragraph (g), “If the issuer is publicly listed, provide the names of all exchanges on which its securities are listed. Include only the names of exchanges for which the issuer has applied for and received a listing, which excludes, for example, automated trading systems.” with “If the issuer is publicly listed, provide the name of the exchange on which the issuer’s securities primarily trade. Only provide the name of an exchange and not a trading facility such as, for example, an automated trading system.”, and “Exchange names” with “Exchange name”;

(5) by replacing, in paragraph (e) of Item 6, “If the investment fund is publicly listed, provide the names of all exchanges on which its securities are listed. Include only the names of exchanges for which the investment fund has applied for and received a listing, which excludes, for example, automated trading systems.” with “If the investment fund is publicly listed, provide the name of the exchange on which the investment fund’s securities primarily trade. Only provide the name of an exchange and not a trading facility such as, for example, an automated trading system.”, and “Exchange names” with “Exchange name”;

(6) in Item 7:

(a) by inserting “in connection with the distribution” after “or finder’s fees”, and replacing “should” with “must”;

(b) by replacing, in paragraph (e), “Security code” with “Convertible/exchangeable security code”;

(7) by replacing, in Item 9, “(select all that apply)” with “(Select the one that applies - if more than one applies, select only one.)”, and inserting “only” before “eligible foreign securities”;

(8) by replacing Item 10 with the following:

“

ITEM 10 – CERTIFICATION

Provide the following certification and business contact information of an officer, director or agent of the issuer or underwriter. If the issuer or underwriter is not a company, an individual who performs functions similar to that of a director or officer may certify the report. For example, if the issuer is a trust, the report may be certified by the issuer’s trustee. If the issuer is an investment fund, a director or officer of the investment fund manager (or, if the investment fund manager is not a company, an individual who performs similar functions) may certify the report if the director or officer has been authorized to do so by the investment fund.

The certification may be delegated, but only to an agent that has been authorized by an officer or director of the issuer or underwriter to prepare and certify the report on behalf of the issuer or underwriter.

2

If the individual completing and filing the report is different from the individual certifying the report, provide his or her name and contact details in Item 11.

The signature on the report must be in typed form rather than handwritten form. The report may include an electronic signature provided the name of the signatory is also in typed form.

Securities legislation requires an issuer or underwriter that makes a distribution of securities under certain prospectus exemptions to file a completed report of exempt distribution.

By completing the information below, I certify, on behalf of the issuer/underwriter/investment fund manager, to the securities regulatory authority or regulator, as applicable, that I have reviewed this report and to my knowledge, having exercised reasonable diligence, the information provided in this report is true and, to the extent required, complete.

Name of issuer/underwriter/ investment fund manager/agent	<input type="text"/>		
Full legal name	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>
	<small>Family name</small>	<small>First given name</small>	<small>Secondary given names</small>
Title	<input type="text"/>		
Telephone number	<input type="text"/>	Email address	<input type="text"/>
Signature	<input type="text"/>	Date	<input type="text"/>
		<small>YYYY</small>	<small>MM</small> <small>DD</small>

”;

(9) in Schedule 1:

(a) by replacing, in paragraph (2) of paragraph (e), “(select only one)” with “(Select only one – if the purchaser is a permitted client that is not an individual, “NIPC” can be selected instead of the paragraph number.)”;

(b) in paragraph (f):

(i) by inserting the following below the heading:

“Paragraphs f)1. and f)2. do not apply if one or more of the following apply:

(a) the issuer is a foreign public issuer;

(b) the issuer is a wholly owned subsidiary of a foreign public

issuer;

(c) the issuer is distributing only eligible foreign securities

only to permitted clients.”;

(ii) by replacing paragraph (3) with the following:

“3. Full legal name of any person compensated for the distribution to the purchaser. If a person compensated is a registered firm, provide the firm NRD number only. (Note: the names must be consistent with the names of the persons compensated as provided in Item 8.)”;

(10) by replacing the portion entitled “Questions:” with the following:

Questions

Refer any questions to:

Alberta Securities Commission
Suite 600, 250 – 5th Street SW
Calgary, Alberta T2P 0R4
Telephone: 403 297-6454

3

Toll free in Canada: 1 877 355-0585
 Facsimile: 403 297-2082
 Public official contact regarding indirect collection of information: FOIP
 Coordinator

British Columbia Securities Commission

P.O. Box 10142, Pacific Centre
 701 West Georgia Street
 Vancouver, British Columbia V7Y 1L2
 Inquiries: 604 899-6854
 Toll free in Canada: 1 800 373-6393
 Facsimile: 604 899-6581
 Email: FOI-privacy@bcsc.bc.ca
 Public official contact regarding indirect collection of information: FOI
 Inquiries

The Manitoba Securities Commission

500 – 400 St. Mary Avenue
 Winnipeg, Manitoba R3C 4K5
 Telephone: 204 945-2561
 Toll free in Manitoba: 1 800 655-5244
 Facsimile: 204 945-0330
 Public official contact regarding indirect collection of information: Director

Financial and Consumer Services Commission (New Brunswick)

85 Charlotte Street, Suite 300
 Saint John, New Brunswick E2L 2J2
 Telephone: 506 658-3060
 Toll free in Canada: 1 866 933-2222
 Facsimile: 506 658-3059
 Email: info@fcnb.ca
 Public official contact regarding indirect collection of information: Chief
 Executive Officer and Privacy Officer

**Government of Newfoundland and Labrador
 Financial Services Regulation Division**

P.O. Box 8700
 Confederation Building
 2nd Floor, West Block
 Prince Philip Drive
 St. John's, Newfoundland and Labrador A1B 4J6
 Attention: Director of Securities
 Telephone: 709 729-4189
 Facsimile: 709 729-6187
 Public official contact regarding indirect collection of information:
 Superintendent of Securities

**Government of the Northwest Territories
 Office of the Superintendent of Securities**

P.O. Box 1320
 Yellowknife, Northwest Territories X1A 2L9
 Telephone: 867 767-9305
 Facsimile: 867 873-0243
 Public official contact regarding indirect collection of information:
 Superintendent of Securities

Nova Scotia Securities Commission

Suite 400, 5251 Duke Street
 Duke Tower
 P.O. Box 458
 Halifax, Nova Scotia B3J 2P8
 Telephone: 902 424-7768
 Facsimile: 902 424-4625
 Public official contact regarding indirect collection of information:
 Executive Director

**Government of Nunavut
 Department of Justice**

Legal Registries Division
 P.O. Box 1000, Station 570
 1st Floor, Brown Building
 Iqaluit, Nunavut X0A 0H0
 Telephone: 867 975-6590
 Facsimile: 867 975-6594
 Public official contact regarding indirect collection of information:
 Superintendent of Securities

Ontario Securities Commission

20 Queen Street West, 22nd Floor
 Toronto, Ontario M5H 3S8
 Telephone: 416 593- 8314
 Toll free in Canada: 1 877 785-1555
 Facsimile: 416 593-8122
 Email: exemptmarketfilings@osc.gov.on.ca
 Public official contact regarding indirect collection of information: Inquiries
 Officer

Prince Edward Island Securities Office

95 Rochford Street, 4th Floor Shaw Building
 P.O. Box 2000
 Charlottetown, Prince Edward Island C1A 7N8
 Telephone: 902 368-4569
 Facsimile: 902 368-5283
 Public official contact regarding indirect collection of information:
 Superintendent of Securities

Autorité des marchés financiers

800, rue du Square-Victoria, 22^e étage
 C.P. 246, tour de la Bourse
 Montréal, Québec H4Z 1G3
 Telephone: 514 395-0337 or 1 877 525-0337
 Facsimile: 514 873-6155 (For filing purposes only)
 Facsimile: 514 864-6381 (For privacy requests only)
 Email: financementdessocietes@lautorite.qc.ca (For corporate finance
 issuers); fonds_dinvestissement@lautorite.qc.ca (For investment fund
 issuers)
 Public official contact regarding indirect collection of information:
 Corporate Secretary

Financial and Consumer Affairs Authority of Saskatchewan

Suite 601 - 1919 Saskatchewan Drive
 Regina, Saskatchewan S4P 4H2
 Telephone: 306 787-5842
 Facsimile: 306 787-5899
 Public official contact regarding indirect collection of information: Director

Office of the Superintendent of Securities
Government of Yukon
Department of Community Services
307 Black Street, 1st Floor
P.O. Box 2703, C-6
Whitehorse, Yukon Y1A 2C6
Telephone: 867 667-5466
Facsimile: 867 393-6251
Email: securities@gov.yk.ca
Public official contact regarding indirect collection of information:
Superintendent of Securities”.

- 3.** This Regulation comes into force on (*indicate the date of coming into force of this Regulation*).

6.2.2 Publication

Aucune information.